

Ils disent « non » aux recherches de pétrole

PAU Une soixantaine de personnes ont manifesté samedi leur hostilité aux travaux de recherche d'hydrocarbures dans le nord Béarn

ODILE FAURE
o.faure@sudouest.fr

Appel du comité citoyen d'action de Garos et des Amis de la Terre du Nord Béarn, une soixantaine de personnes s'est rassemblée samedi matin devant la préfecture à Pau. Ils manifestaient contre des travaux de recherche qui pourraient aboutir à des forages dans le sous-sol du Nord Béarn. Un permis de travaux permet à la société Investaq (filiale de Bouygues) de commencer une campagne sismique afin d'évaluer des réserves de pétrole dans un territoire où non loin, deux puits ont déjà été construits (Fichous-Ruymayou).

Permis de Claracq

La société Investaq devrait commencer ses recherches sismologiques par le biais de camions vibreurs dans les jours qui viennent ce qui lui permettrait de réaliser une image en trois dimensions du sous-sol et de savoir précisément où forer et s'il est intéressant de forer. Elle a 18 mois pour engager des travaux de forage car son autorisation dite « Permis de Claracq » prend fin le 3 novembre 2019.

C'est sur ce calendrier que les opposants veulent jouer. D'une part parce qu'ils redoutent la campagne sismique « qui pourrait créer des fissures dans la maison » selon Sylvano Marian qui soutient la lutte au nom de France Insoumise. D'autre part parce qu'ils sont opposés à des forages dans leur territoire « qui défigurent le paysage » invoque Jean-Christophe Fourie, riverain et membre actif du comité citoyen. Tous sont préoccupés par « le problème de santé publique. Nos enfants seront-ils exposés un jour aux drames sanitaires ? » de-



Samedi matin, devant la préfecture, à Pau. PHOTO QUENTIN TOP

Les riverains accueillis samedi

Hier soir, Christian Sage, directeur exécutif d'Investaq a informé « Sud Ouest » d'une journée d'information sur le site du puits de Fichous. « Ce sera gratuit et ouvert à tout le monde, nous répondrons à toutes les questions. » Il dit son hostilité au gaz de schiste. « Nous aussi, on est contre, et notamment parce que c'est interdit. Nos travaux sont uniquement tournés vers la recherche d'hydrocarbures conventionnels à -4 500 mètres, ce qui est loin de la roche-mère. » Il annonce pour les jours à venir le passage des camions sismiques et assure n'avoir essuyé que quelques refus de pénétrer sur les terrains privés. Il comprend la crainte des riverains, mais assure que des tests de vibration seront effectués.

mande Christelle Fourie, présidente du comité. Elle invite les propriétaires à refuser la campagne sismique sur leur terrain. Damien Lalaude, représentant des Amis de la terre du Nord Béarn, veut que le préfet des Pyrénées-Atlantiques entende le message. « La loi actuelle n'interdit pas d'explorer et d'exploiter les hydrocarbures conventionnels jusqu'en 2040. Mais demain, si la loi est abrogée ? Demain, si la fracturation hydraulique pour le gaz de schiste est

autorisée ? D'un côté, vous laissez faire et de l'autre Nicolas Hulot essaie de se battre. Il va falloir 20 ans pour que cela change mais le climat, c'est une question urgente ! » Le comité citoyen était rejoint samedi par un représentant du collectif de lutte contre le permis de Griède qui concerne des communes du Gers, des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques pour la fin définitive de la recherche d'hydrocarbures dans le Sud-Ouest.